

# Bulletin FrancoPaix



UQAM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**  
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

**Vol. 11, n° 3**

MARS 2026



## Élections présidentielles à Djibouti : l'histoire se répète (pour la sixième fois)

Brendon Novel

**Nouvelles et annonces**

PAGE 7

# Élections présidentielles à Djibouti : l'histoire se répète (pour la sixième fois)

Brendon Novel



**Brendon Novel**

Doctorant en science politique,  
Université de Montréal



## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

**L'élection présidentielle djiboutienne se tiendra le 10 avril 2026.** Le président Ismaïl Omar Guelleh (IOG), au pouvoir depuis 1999, y briguera un sixième mandat. L'issue du scrutin ne fait guère de doute. Du fait de ses 77 ans, le président a récemment fait réviser la constitution afin d'y supprimer la limite d'âge fixée à 75 ans.

**Mohamed Farah Samatar «Khaireh» sera son unique adversaire.** Issu d'un petit parti d'opposition, il servira à IOG de faire-valoir. L'opposition djiboutienne — légale et illégale — n'est plus (depuis longtemps) en mesure de défier le pouvoir d'un président omnipotent qui a su la diviser, la priver de ressources et d'espace, et coopter certains de ses représentants.

**Dans un environnement régional marqué par de fortes tensions, la campagne s'articule (de nouveau) autour de deux axes étroitement liés :** la continuité du pouvoir en place et la stabilité qu'elle est censée garantir. Cette approche vise à la fois l'adhésion des électeurs, mais aussi des partenaires extérieurs de Djibouti qui ont tout intérêt au statu quo politique.



Photo de couverture : Cérémonie d'intronisation du président Ismael Omar Guelleh, Djibouti, 8 mai 2016.  
Crédit photo : Présidence du Rwanda.

En 2023, le président djiboutien Ismaël Omar Guelleh (IOG) a indiqué à plusieurs reprises ne pas avoir l'intention de se représenter devant les électeurs pour un sixième mandat<sup>1</sup>. Le 10 avril prochain, les bureaux de vote proposeront pourtant des bulletins à son nom. Le 8 novembre dernier, le chef de l'État a en effet validé sa candidature auprès des formations de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) à laquelle son parti – le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP) – appartient. Lors du congrès organisé pour l'occasion, IOG a expliqué avoir «entendu», «écouté», «observé» et «réfléchi», estimant qu'il ne pouvait «se dérober [...] par devoir et par patriotisme<sup>2</sup>».

De cette séquence émerge une impression de déjà-vu. En 2011, alors réélu pour un troisième mandat, IOG expliquait entamer un «ultime» quinquennat. À l'approche de l'échéance suivante, en 2016, il s'est finalement résolu à de nouveau présenter sa candidature. Les Djiboutiens lui auraient «interdit de partir<sup>3</sup>». Lui qui déclarait en 2004 ne pas vouloir «mourir au pouvoir<sup>4</sup>» compte bien y demeurer au moins jusqu'à ses 82 ans. Les 27 années déjà passées à la tête de Djibouti font ainsi de lui l'un des chefs d'État africains les plus anciens.

## Modifications constitutionnelles

Afin de pouvoir se présenter à autant de scrutins, IOG a dû procéder à deux révisions constitutionnelles. La première, réalisée en 2010, a mis fin à la limite du nombre de mandats initialement fixée à deux. Le président a pu ainsi en briguer un troisième en 2011.

Deux mandats plus tard, en 2026, la limite d'âge établie à 75 ans aurait dû empêcher IOG de prétendre à une sixième candidature. En novembre 2025, l'Assemblée nationale a donc entériné une nouvelle révision constitutionnelle. La suppression de l'âge limite lui a alors permis d'officialiser sa participation. Aucun des 65 députés ne s'est opposé à cette réforme, pas même les sept élus dits de l'opposition, issus de l'Union pour la démocratie et la justice

(UDJ)<sup>5</sup>. Cet épisode illustre la subordination totale de l'Assemblée nationale à l'exécutif.

IOG exerce en effet un pouvoir omnipotent, malgré une séparation formelle des pouvoirs et l'existence d'un jeu politique pluraliste. En 1999, il avait déjà hérité d'Hassan Gouled Aptidon – à la tête du pays depuis l'indépendance de la France en 1977 – d'un régime présidentiel fort et centralisé.

## L'ère post-Guelleh de nouveau repoussée

La longévité politique d'IOG et ses supposés problèmes de santé alimentent depuis longtemps de nombreuses rumeurs au sujet de sa succession. Le président a lui-même contribué à les entretenir lors de ses prises de parole plus ou moins ambiguës quant à son intention de briguer (ou non) un nouveau mandat à l'approche de chaque échéance électorale.



*« IOG exerce en effet un pouvoir omnipotent, malgré une séparation formelle des pouvoirs et l'existence d'un jeu politique pluraliste. »*

Si IOG n'a pas permis à un successeur potentiel d'émerger, c'est qu'il a toujours cherché à ce que son autorité demeure incontestée et incontestable. Au fil du temps, certains individus proches du pouvoir, mais considérés comme trop ambitieux, ont été recadrés ou poussés vers la sortie, parfois de manière brutale. En 2008 déjà, Abdourahman Boreh, un proche du président, avait été contraint à l'exil après s'être opposé au projet de révision constitutionnelle en prévision des élections de 2011. Plus récemment, IOG s'est senti «trahi<sup>6</sup>» par son ex-ministre du Budget, Abdoulkarim Aden Cher, arrêté en 2022 pour corruption.

Naguib Abdallah Kamil, l'actuel secrétaire général de la primature, fait quant à lui

l'objet de rumeurs depuis plus d'une décennie<sup>7</sup>. Issu du premier mariage de Kadra Mahamoud Haid, la première dame, il appartient à la communauté afar par son père. Djibouti compte environ 35 % d'Afars et 60 % de Somalis Issas, dont le président fait partie. Depuis l'indépendance, les Afars estiment être marginalisés au profit d'une majorité qui concentre le pouvoir politique et économique. Au début des années 1990, l'insurrection armée afar du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) a d'ailleurs plongé le pays dans une guerre civile.

Malgré une forme de répartition «ethnique» informelle du pouvoir, un sentiment de marginalisation persiste. La communauté issa domine toujours la vie politique, et en particulier sa branche Mamassan, celle du président. L'entrée réelle de Naguib Abdallah dans la course à la succession d'IOG générerait donc une opposition face aux Issas.

## Des élections quasi systématiquement boycottées

Les cinq dernières élections – presque toutes boycottées par l'opposition – ont (re)conduit IOG à la présidence avec des résultats allant de 75 % à 98 %. Dès 1992, Hassan Gouled Aptidon avait pourtant ouvert le pays au multipartisme après quinze années de parti unique. D'abord encadré, le pluralisme a été pleinement établi en 2002. Les nombreux partis politiques d'opposition nés de cette démocratisation ont toutefois continuellement dénoncé l'absence d'espace politico-médiatique dans lequel exister et le manque d'impartialité de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Par conséquent, l'opposition a aussi fréquemment refusé de participer aux élections législatives. Elle a toujours contesté le mode de scrutin majoritaire à un tour, qui attribue l'ensemble des sièges d'une circonscription à la liste arrivée en tête, en l'occurrence celle de la coalition au pouvoir. En 2013, l'opposition unifiée de plusieurs partis sous la bannière de l'Union pour le salut national (USN) a cependant décidé de concourir au

scrutin législatif après l'introduction d'une dose de proportionnelle. Malgré les 37,5 % des voix récoltées, l'USN n'a obtenu que dix sièges sur 65 à l'Assemblée nationale. L'opposition a donc établi une assemblée parallèle, en plus d'organiser des manifestations qui ont conduit à l'arrestation de plusieurs personnes. Un accord a finalement été signé avec le gouvernement en décembre 2014.

Néanmoins ébranlée par cette séquence, l'USN a boycotté l'élection présidentielle de 2016. Guelleh y a alors été reconduit avec 87 % des voix. Cinq ans plus tard, en 2021, l'opposition, s'abstenant de nouveau, a permis au président d'enregistrer son score le plus élevé, soit 97,30 % des suffrages exprimés. Enfin, les dernières élections législatives de février 2023 ont, elles aussi, été boycottées<sup>8</sup>.



*« Dans l'ensemble, l'existence d'une opposition — reconnue et non reconnue — est admise tant qu'elle ne menace pas le pouvoir en place. »*

## S'assurer d'une opposition fragmentée

Pour entretenir l'illusion d'un jeu politique pluraliste tout en neutralisant son potentiel contestataire, l'exécutif djiboutien oscille entre répression et tolérance à l'égard de

l'opposition. Certains dirigeants ont été arrêtés, plusieurs se sont exilés, et d'autres ont été cooptés. Dans l'ensemble, l'existence d'une opposition — reconnue et non reconnue — est admise tant qu'elle ne menace pas le pouvoir en place.

C'est notamment le cas du Bloc pour le Salut National (BSN). Formée en mai 2024, cette coalition de trois partis succède à l'USN, qui s'est progressivement disloquée. Aucun des partis qui constituent cette nouvelle alliance ne possède toutefois d'existence légale. Le plus ancien, le Mouvement pour le renouveau démocratique et le développement (MRD), a été officiellement dissous en 2008 par décret présidentiel<sup>9</sup>. Son chef, Daher Ahmed Farah, a longtemps dirigé le parti depuis la Belgique. Le BSN compte également l'Alliance républicaine pour le développement (ARD), un parti fondé en 2002 par Ahmed Dini, une figure historique de l'insurrection armée du FRUD. L'ARD n'a cependant plus d'existence légale depuis 2017<sup>10</sup>. Enfin, le BSN comprend le Mouvement pour le développement et la liberté (Model), un parti créé en 2013, mais jamais légalisé. Malgré leur absence de reconnaissance formelle, les trois partis de cette coalition organisent parfois des réunions retransmises sur les réseaux sociaux. De petite taille, elles semblent tolérées par les autorités.

Par conséquent, l'incapacité de l'opposition à s'organiser et l'impossibilité pour elle de faire entendre sa voix dans un paysage médiatique verrouillé permettent au pouvoir en place d'entretenir l'idée d'une opposition insignifiante et, ce faisant, d'une absence d'alternative politique crédible. Les éléments sur lesquels l'opposition pourrait gagner en popularité ne manquent

toutefois pas, dans un contexte socio-économique particulièrement difficile. Si le PIB par habitant a presque quintuplé depuis 1999, les inégalités ont explosé. Le taux de chômage des 15-24 ans est, par exemple, l'un des plus élevés au monde, à près de 76,5 %<sup>11</sup>.

## Des adversaires choisis

Le seul candidat qui affrontera IOG le 10 avril prochain sera Mohamed Farah Samatar, le président du Centre des démocrates unifiés (CDU) et ancien du parti au pouvoir<sup>12</sup>. Aucun des dirigeants du BSN n'a en effet été en mesure de déposer sa candidature — ni personne d'autre d'ailleurs. Par exemple, Alexis Mohammed, ancien chargé de mission à la présidence, dit ne pas avoir été capable de la déposer en personne, ne disposant pas des garanties de sécurité nécessaires. Il fait en effet campagne depuis l'étranger et se montre particulièrement virulent à l'égard du pouvoir. Plusieurs ont néanmoins considéré son retournement soudain contre IOG comme douteux, sinon orchestré par le pouvoir.

Lors des trois dernières élections, le président avait déjà fait face à des candidats dits indépendants et à des figures inoffensives incapables de fédérer une opposition dont une grande partie appelait au boycottage.

En 2011, l'opposition unifiée de l'Union pour l'alternance démocratique (UAD) a — malgré son boycottage — encouragé les électeurs à voter pour l'unique candidat présent face à IOG, Mohamed Warsama Ragueh. Ancien président du Conseil constitutionnel entre 2006 et 2009, son statut soudain



Photo : Rassemblement de soutien à la candidature d'IOG organisé en Belgique.  
Crédit photo : Radio Télévision Djibouti, [Journal en Français de 22 h du 17/03/2026](#).

d'opposant a néanmoins laissé dubitatifs nombre d'électeurs. Cinq ans plus tard, en 2016, seule une partie de l'USN a appelé à soutenir le principal candidat d'opposition en lice, Omar Elmi Kaïreh, à la tête du CDU. S'il n'est parvenu à récolter que 7 % des suffrages exprimés, l'adversaire d'IOG aux élections de 2021, Zakaria Ismaël Farah, président du micro-parti du Mouvement pour le développement et l'équilibre de la nation djiboutienne (MDEND), n'en a obtenu que 2,7 %.

## Des élections scrutées

Le déroulement des prochaines présidentielles – bien que prévisible – sera suivi dans la région et au-delà, en particulier par les nombreux partenaires de Djibouti. Dès 1999, IOG les a en effet multipliés en capitalisant sur la position géostratégique du pays, souvent présenté comme un «havre de paix» préservé des turbulences régionales.

Djibouti occupe effectivement une situation privilégiée à l'entrée du détroit de Bab el-Mandeb, qui relie la mer Rouge au golfe d'Aden. Environ 30 % du trafic mondial de conteneurs passe au large des

côtes du pays. L'économie nationale repose largement sur les activités portuaires et logistiques. Près de 95 % du commerce extérieur éthiopien dépend des infrastructures djiboutiennes. Les bases militaires étrangères – étatsunienne, française, chinoise, italienne et japonaise – assurent également à l'État une source de revenus substantielle. Tous ces pays ont donc intérêt à la stabilité de Djibouti et au statu quo politique.

De fait, le président fonde chacune de ses campagnes sur les notions de «continuité» et de «stabilité». Ces thèmes trouvent un écho à l'extérieur du pays, mais visent aussi à rassurer les électeurs dans un contexte régional instable où les menaces qui pèsent sur les intérêts djiboutiens se multiplient, qu'il s'agisse des attaques des insurgés yéménites houthistes en mer Rouge, des tensions entre l'Éthiopie et l'Érythrée ou encore de la reconnaissance récente du Somaliland voisin par Israël.

Jusqu'au 10 avril prochain, IOG ne manquera finalement pas de souligner son action diplomatique régionale supposément pacificatrice. Djibouti contribue en effet au bon déroulement d'opérations de sécurité en mer Rouge et dans le golfe



« Jusqu'au 10 avril prochain, IOG ne manquera finalement pas de souligner son action diplomatique régionale supposément pacificatrice. »

d'Aden, en particulier du fait de sa coopération avec les missions européennes Atalante et Aspides, dédiées respectivement à lutter contre la piraterie et les attaques houthistes. IOG a aussi tenté de jouer un rôle positif dans la guerre au Soudan<sup>13</sup>, notamment à travers l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) dont le siège est à Djibouti. Enfin, l'élection en avril 2025 de l'ancien ministre des Affaires étrangères du pays, Mahamoud Ali Youssouf, à la présidence de la Commission de l'Union africaine permet à la diplomatie djiboutienne d'affirmer une envergure continentale.



Photo : Distribution de cadeaux dans le cadre de l'Aïd el-Fitr, Annexe du parti présidentiel du RPP Quartiers 1 et 2, fédération de Boulaas. Sur l'affiche en fond «Oui pour continuité!».

Crédit photo : Radio Télévision Djibouti, Journal en Français de 22 h du 19/03/2026.



- 1 Olivier Caslin, « [À Djibouti, les derniers défis d'Ismail Omar Guelleh](#) », *Jeune Afrique*, 29 octobre 2023.
- 2 « [Le Président Guelleh officiellement investi candidat de son Parti à la Présidentielle djiboutienne d'Avril 2026](#) », Présidence de la République - Djibouti, 8 novembre 2025.
- 3 Olivier Caslin et François Soudan, « [Ismail Omar Guelleh : «Les Djiboutiens m'ont interdit de partir»](#) ».
- 4 « [«Je ne veux pas mourir au pouvoir»](#) », *Jeune Afrique*, mai 2004.
- 5 Olivier Caslin, « [Présidentielle à Djibouti : face à Ismaïl Omar Guelleh, l'opposition sera-t-elle visible ?](#) », *Jeune Afrique*, décembre 2025.
- 6 Soufiane Khabbachi, « [Djibouti : pourquoi l'ex-ministre du Budget a été incarcéré](#) », *Jeune Afrique*, 22 mars 2022.
- 7 « [Naguib Abdallah Kamil dans les starting-blocks pour 2026](#) », *Africa Intelligence*, 28 février 2020.
- 8 « [Djibouti holds parliamentary vote branded as sham by opposition](#) », *Al Jazeera*, février 2023.
- 9 Sébastien Németh, « [Djibouti: l'ONU épingle les autorités sur l'interdiction du parti MRD](#) », *RFI*, 14 janvier 2021.
- 10 Il existe aujourd'hui un ARD reconnu par le pouvoir qui lui est allié. Ce parti, clone de l'ARD historique, a été créé en 2014 et est dirigé par Cassim Ahmed Dini, le fils d'Ahmed Dini.
- 11 Banque Mondiale, [Unemployment, youth total \(% of total labor force ages 15-24\)](#).
- 12 AFP, « [Présidentielle à Djibouti: un seul candidat sans envergure face au chef de l'État sortant \(officiel\)](#) », *Mediapart*, 19 mars 2026.
- 13 Gaëlle Laleix, « [Conflit au Soudan: ouverture d'un sommet extraordinaire de l'Igad à Djibouti](#) », *RFI*, décembre 2023.



Photo : Tournée dans la ville de Dikhil du directeur de campagne d'IOG Abdallah Abdillahi Miguil.  
Crédit photo : Radio Télévision Djibouti, *Journal en Français* de 22 h du 18/03/2026.



**BULLETIN FRANCOPAIX**  
Vol. 11, n° 3 • MARS 2026

## NOUVELLES ET ANNONCES

→ **Sarah-Myriam Martin-Brûlé et Nicolas Klingelschmitt**

ont reçu Miriam Van Nie, directrice adjointe Sahel et Afrique de l'Ouest à Affaires mondiales Canada, pour discuter des États sahéliens, le mercredi 18 mars.

→ **Nicolas Hubert**

dirigera la nouvelle Chaire de recherche du Canada en transitions territoriales et socio-environnementales à l'Université du Québec à Rimouski, où il est, depuis l'automne 2025, professeur au sein du Département des sociétés, territoires et développement.

→ **Pauline Baudu**

a réalisé un entretien ayant pour thème « L'Arctique : un enjeu stratégique majeur pour le Canada » dans l'édition mars-avril du magazine *Diplomatie* qui est consacrée aux enjeux de réarmement en Europe.

Le 27 février, elle a également donné la conférence « Canada, Groenland et États-Unis : le climat comme enjeu de sécurité nationale », au Cégep de Lanaudière à l'Assomption dans le cadre de la 10<sup>e</sup> Semaine des éveilleurs, devant une salle comble de plus de 100 étudiant-e-s.

→ **Sarah-Myriam Martin-Brûlé**

a coorganisée la 9<sup>e</sup> édition de la Canadian Undergraduate Security Conference qui s'est tenue au Collège militaire royal Saint-Jean le 14 mars. Nicolas Klingelschmitt y a participé en tant que modérateur.

→ **Nicolas Klingelschmitt**

a effectué un séjour de recherche d'une semaine fin janvier 2026 à Doula (Cameroun) pour rencontrer des organismes de journalistes vérificateurs de faits dans le cadre d'un programme de recherche du Laboratoire interdisciplinaire sur les risques et les crises (LIRIC) sur la désinformation en Afrique francophone dirigé par le professeur Adib Bencherif.

IFTAR COLLECTIF  
*organisé par*  
LE DIRECTEUR DE CAMPAGNE  
ET LES COMMUNES DE  
BOULAOS ET DE RAS-DIKA

18 Mars 2026 à 17h00 Terrain Roms – Boulaos

7

BULLETTIN FRANCOIPAIX  
Vol. 11, n° 3 • MARS 2026



Photo : Organisation d'un Iftar (rupture de jeûne) collectif à Djibouti-ville en soutien à l'IOG.  
Crédit photo : Radio Télévision Djibouti, Journal en Français de 22 h du 19/03/2026.

### → Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, près de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : [francopaix@protonmail.com](mailto:francopaix@protonmail.com)

## ÉQUIPE ÉDITORIALE

---

### RÉDACTRICE EN CHEF

**Sarah-Myriam Martin-Brûlé**

*Directrice du Centre FrancoPaix*

*Professeure titulaire, Université Bishop's*

### RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

**Nicolas Klingelschmitt**

*Chercheur, Université du Québec à Montréal*

### RÉVISION

**Daphné St-Louis Ventura**

### MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

**Adib Bencherif**

*Professeur adjoint, Université de Sherbrooke*

**Nadège Compaoré**

*Professeure adjointe, Université de Toronto*

**Marie-Eve Desrosiers**

*Professeure agrégée, Université d'Ottawa*

**Cédric Jourde**

*Professeur agrégé, Université d'Ottawa*

**Mulry Mondélice**

*Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean*

**Tatiana Smirnova**

*PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke*

---

**Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix** a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

### CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | [chaire.strat@uqam.ca](mailto:chaire.strat@uqam.ca) | [dandurand.uqam.ca](http://dandurand.uqam.ca)

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

### PARTENAIRE

---

